



**MINISTÈRES
ÉDUCATION
JEUNESSE
SPORTS
ENSEIGNEMENT
SUPÉRIEUR
RECHERCHE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Service de l'action administrative
et des moyens**

**Délégation à la
communication
(DELCOM)**

Bureau de la création
graphique et de la
production multimédia

110, rue de Grenelle
75007 Paris

Et

**Direction générale
pour l'enseignement
supérieur et
l'insertion
professionnelle
(DGESIP)**

**Direction générale
de la recherche et de
l'innovation (DGRI)**

Sous-direction des
systèmes
d'information et des
études statistiques
(SIES)

Département
Ingénierie et science
des données

1 rue Descartes
75231 Paris Cedex 05

Et

**Service de l'action
administrative et des
moyens**

Sous-direction des
achats

Bureau de la stratégie
et de l'ingénierie des
achats

SAAM B1

61-65 rue Dutot
75732 Paris Cedex 15

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

(CCAP)

Procédure n° MEN-SG-AOO-25011

Objet : Prestations de création et d'exécution graphique pour les services de l'administration centrale des ministères chargés de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur, de la recherche, de la jeunesse, des sports et de la vie associative.

Lot n°1 : Prestations d'exécution graphique, avec ou sans création, à partir de documents standards non normalisés pour les services de l'administration centrale des ministères chargés de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur, de la recherche, de la jeunesse, des sports et de la vie associative.

Lot n°2 : Prestations de création graphique et d'assistance à la création de chaînes de production éditoriale automatisées et autres prestations de Publication Assistée par Ordinateur (PAO) pour les services de l'administration centrale des ministères chargés de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur, de la recherche, de la jeunesse, des sports et de la vie associative.

SOMMAIRE

PREAMBULE	4
ARTICLE 1/ OBJET DU MARCHE.....	4
ARTICLE 2/ DOCUMENTS CONTRACTUELS	4
ARTICLE 3/ CARACTERISTIQUES DU MARCHE	4
3.1/ Allotissement.....	4
3.2/ Forme et montant du marché	4
3.3/ Procédure.....	5
ARTICLE 4/ DUREE DU MARCHE	5
ARTICLE 5/ MODALITES D'EMISSION DES BONS DE COMMANDE.....	5
ARTICLE 6/ NATURE ET ETENDUE DES PRESTATIONS	6
ARTICLE 7/ LIEU D'EXECUTION DES PRESTATIONS	6
ARTICLE 8/ CLAUSE SOCIALE - ACTION DE FORMATION SOUS STATUT SCOLAIRE (LOT N°1).....	6
8.1/ Encadrement de l'élève	7
8.2/ Les étapes de mise en œuvre du stage	8
8.3/ Contrôle et évaluation de l'action de formation	8
ARTICLE 9/ CLAUSE ENVIRONNEMENTALE.....	9
9.1/ Sensibilisation et formation	9
9.2/ Optimisation de la durée de vie des équipements informatiques	9
9.3/ Valorisation des équipements informatiques en fin de vie	9
ARTICLE 10/ OPERATIONS DE VERIFICATION ET ADMISSION.....	10
ARTICLE 11/ CONDUITE ET SUIVI DES PRESTATIONS	10
11.1/ Conduite des prestations	10
11.2/ Obligations relatives au suivi financier du montant maximum.....	12
ARTICLE 12/ RESPONSABILITE DU TITULAIRE	12
ARTICLE 13/ CONFIDENTIALITE	14
ARTICLE 14/ UTILISATION DES RESULTATS ET PROPRIETE INTELLECTUELLE.....	14
14.1/ Finalités et besoins d'utilisation des résultats	14
14.2/ Droits du ministère et du titulaire	14
14.4/ Régime des données	15
ARTICLE 15/ PENALITES	15
15.1/ Pénalités de retard	16
15.2/ Pénalités pour non-respect des obligations contractuelles	16
15.3/ Pénalités pour non-respect de la clause sociale	16
ARTICLE 16/ PRIX DU MARCHE	16
16.1/ Contenu des prix.....	16
16.2/ Forme des prix	16
16.3/ Typologie des prix	17
ARTICLE 17/ MODALITES DE REGLEMENT ET DE FACTURATION	17

17.1/ Facturation	17
17.2/ Délais de paiement	18
17.3/ Avances	18
17.4/ Acomptes	19
17.5/ Cession ou nantissement des créances	19
ARTICLE 18/ DOCUMENTS A PRODUIRE AU COURS DE L'EXECUTION DU MARCHE	19
18.1/ Assurances	19
18.2/ Justificatifs sociaux	20
18.3/ En cas de modifications relatives au titulaire du marché	20
ARTICLE 19/ UTILISATION DE LA LANGUE FRANCAISE	21
ARTICLE 20/ RESILIATION POUR FAUTE DU TITULAIRE	21
ARTICLE 21/ SOUS-TRAITANCE	21
ARTICLE 22/ CLAUSE DE REEXAMEN	22
ARTICLE 23/ DIFFERENDS ET LITIGES	22
ARTICLE 24/ DEROGATIONS	22

PREAMBULE

Dans le cadre du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) :

- les ministères chargés de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur, de la recherche, de la jeunesse, des sports et de la vie associative, sont désignés sous l'appellation « le ministère » ;
- l'entreprise ou le groupement d'opérateurs retenu pour exécuter les prestations est désignée sous l'appellation « le titulaire ».

ARTICLE 1/ OBJET DU MARCHE

Le présent marché a pour objet la réalisation de prestations d'exécution graphique, avec ou sans création, à partir de documents standards non normalisés pour les services de l'administration centrale des ministères chargés de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur, de la recherche, de la jeunesse, des sports et de la vie associative.

ARTICLE 2/ DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le présent marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante, dont l'exemplaire unique conservé par le ministère fait seul foi :

- L'acte d'engagement et son annexe financière valant Bordereau des Prix Unitaires (BPU) ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Fournitures Courantes et Services (CCAG/FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- Le mémoire technique du titulaire.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci-dessus.

ARTICLE 3/ CARACTERISTIQUES DU MARCHE

3.1/ Allotissement

La consultation se répartit en deux lots en application de l'article L.2113-10 du Code de la commande publique :

- Lot n°1 : Prestations d'exécution graphique, avec ou sans création, à partir de documents standards non normalisés pour les services de l'administration centrale des ministères chargés de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur, de la recherche, de la jeunesse, des sports et de la vie associative.
- Lot n°2 : Prestations de création graphique et d'assistance à la création de chaînes de production éditoriale automatisées et autres prestations de Publication Assistée par Ordinateur (PAO) pour les services de l'administration centrale des ministères chargés de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur, de la recherche, de la jeunesse, des sports et de la vie associative.

3.2/ Forme et montant du marché

Pour le lot n°1, le marché prend la forme d'un accord-cadre à bons de commande avec un seul opérateur économique fixant toutes les stipulations contractuelles sans minimum et avec un maximum égal à 2 200 000 euros (€) Hors Taxes (HT) sur la durée totale du marché, en application de l'article R.2162-4-2° du Code de la commande publique.

Pour le lot n°2, le marché prend la forme d'un accord-cadre à bons de commande avec un seul opérateur économique fixant toutes les stipulations contractuelles sans minimum et avec un maximum égal à 60 000 euros (€) Hors Taxes (HT) sur la durée totale du marché, en application de l'article R.2162-4-2° du Code de la commande publique.

Des bons de commandes sont émis au fur et à mesure des besoins tout au long de l'exécution du marché dans les conditions définies à l'article 5 du présent CCAP.

3.3/ Procédure

Le présent marché est passé en appel d'offres ouvert en application des articles L.2124-2 et R.2124-2-1° du Code de la commande publique.

ARTICLE 4/ DUREE DU MARCHÉ

Le présent marché prend effet à compter de sa date de notification pour une durée initiale de douze (12) mois.

Il peut être reconduit, par tacite reconduction et par période de douze (12) mois, sans que sa durée totale ne puisse excéder quarante-huit (48) mois.

Si le ministère décide de ne pas reconduire le marché, il informe le titulaire de sa décision au plus tard 1 mois avant la fin de validité du marché par lettre recommandée avec accusé réception ou via la Plate-forme des achats de l'Etat (PLACE).

La non-reconduction du marché n'ouvre droit au profit du titulaire à aucune indemnité ni à aucun dédommagement. Le titulaire reste par ailleurs engagé jusqu'à la fin d'exécution de la période en cours.

ARTICLE 5/ MODALITES D'EMISSION DES BONS DE COMMANDE

Le présent marché s'exécute par l'émission de bons de commande successifs selon les besoins à satisfaire pendant toute la durée de validité du marché.

La personne habilitée à émettre des bons de commande est le pouvoir adjudicateur ou toute personne ayant reçu délégation.

Le représentant du pouvoir adjudicateur transmet au titulaire les bons de commande selon les différentes modalités suivantes :

- par courrier papier avec accusé de réception ;
- par courrier électronique.

En cas d'envoi du bon de commande par courrier électronique, le titulaire est réputé l'avoir reçu au plus tard dans un délai d'un (1) jour ouvré suivant sa date d'envoi.

Les bons de commande sont valorisés à partir des tarifs contractuels, des conditions consenties, des quantités à livrer / exécuter et du régime fiscal applicable.

Il est précisé sur le bon de commande, ou sur le document l'accompagnant, les renseignements suivants :

- la dénomination du service émetteur et son adresse ;
- la date d'émission et le numéro du bon de commande ;
- la référence du marché mentionnant explicitement son numéro ;
- le nom et l'adresse du titulaire ;
- la dénomination et l'adresse du service destinataire de la facture ;
- l'adresse de livraison ou d'exécution de la prestation ;
- la désignation précise et détaillée des prestations ;
- la date de livraison ;
- le montant total hors taxe et toutes taxes comprises, ainsi que le taux de TVA utilisé.

Les délais maximum d'exécution prévus par les bons de commande sont conformes aux documents contractuels régissant le présent marché. Dans l'hypothèse où le délai d'exécution dépasse la fin de validité du marché, ce délai ne peut excéder trois (3) mois à compter de la fin de validité du marché.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG-FCS, le titulaire dispose d'un délai de cinq (5) jours ouvrés à compter de la date de réception du bon de commande pour émettre des observations.

ARTICLE 6/ NATURE ET ETENDUE DES PRESTATIONS

Le titulaire assure la réalisation des prestations décrites au CCTP.

Les délais sont exprimés en jours ouvrés, c'est-à-dire de neuf heures à dix-huit heures, tous les jours, sauf samedi, dimanche et jours fériés.

ARTICLE 7/ LIEU D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les réunions pour lesquelles la présence d'un représentant du titulaire est requise ont lieu dans les locaux du ministère situés 110 rue de Grenelle dans le 7ème arrondissement de Paris ou dans les autres implantations du ministère sur Paris.

A l'exception des cas indiqués au CCTP pour lesquels une présence du titulaire au sein des équipes de réalisation du ministère est requise, les autres prestations sont assurées par l'équipe du titulaire dans ses locaux.

ARTICLE 8/ CLAUSE SOCIALE - ACTION DE FORMATION SOUS STATUT SCOLAIRE (LOT N°1)

Le titulaire du lot n°1 s'engage à réaliser une action de formation d'un ou plusieurs élèves de 16 à 25 ans suivi(s) par un référent de l'Education nationale :

- Soit en situation de décrochage scolaire (article L.122-2 du code de l'éducation) ;

- Soit soumis à l'obligation de formation (article L.114-1 et R.114-1 du code de l'éducation).

En cas de réalisation du stage en dehors du territoire national, cette action bénéficie :

- Soit à un élève à besoins spécifiques inscrit dans un établissement scolaire français et suivi par un référent de l'Education nationale (articles L.124-19 et L.124-20 du code de l'éducation) ;
- Soit à un élève à besoins spécifiques inscrit dans un établissement scolaire étranger et suivi par tout dispositif équivalent, impliquant des personnels éducatifs.

En tant que condition d'exécution du présent marché prenant en compte des considérations sociales, en application de l'article L.2112-2 du code de la commande publique, la clause sociale de formation sous statut scolaire doit être liée à l'objet du marché. Les activités proposées par le titulaire dans la « fiche entreprise » doivent impérativement respecter cette exigence.

Le volume horaire minimal exigé est de 450 heures, à réaliser pendant la période ferme du marché ou sur une période de reconduction. Néanmoins, le titulaire peut dépasser le volume horaire s'il le souhaite.

A l'initiative du référent de l'Éducation nationale, le volume horaire de clause sociale de formation sous statut scolaire prévu au présent marché peut être divisé pour donner lieu à plusieurs stages au bénéfice de plusieurs élèves à besoins spécifiques.

8.1/ Encadrement de l'élève

Dans le cadre de la clause sociale de formation sous statut scolaire, l'élève bénéficiaire est sous statut scolaire. Une convention de stage tripartite est conclue entre l'entreprise, l'établissement scolaire de rattachement et l'élève (ou son représentant légal).

Le titulaire du marché reçoit l'élève dans ses locaux, et désigne à cet effet un « référent entreprise » qui accompagne l'élève dans les tâches qui lui sont confiées.

L'élève est aussi accompagné par un « référent de l'Education nationale » (enseignants, CPE, référent décrochage scolaire, intervenant SRE, coordonnateur de dispositif relais).

Le référent entreprise et le référent de l'Education nationale sont en relation directe.

Dans les conditions de l'article L. 124-6 du code de l'éducation, une gratification doit être versée au stagiaire : <https://www.service-public.fr/simulateur/calcul/gratification-stagiaire>

A tout moment, le titulaire peut aller au-delà des objectifs fixés par le marché.

8.2/ Les étapes de mise en œuvre du stage

Lors de la réunion de lancement du marché, la clause sociale de formation sous statut scolaire est abordée (confirmation des contacts inscrits dans la « Fiche entreprise », rappel des spécificités du public concerné, adaptabilité des missions, etc.).

Une réunion spécifique à la mise en œuvre de la clause sociale est organisée, à l'initiative du référent de l'Education nationale, dès qu'un élève est présenté au titulaire. La présence du référent entreprise est obligatoire et celle du responsable des ressources humaines souhaitable. A cette occasion, la « fiche entreprise » - qui a une fonction de dialogue – peut être modifiée en fonction de l'élève proposé par le référent de l'Education nationale. La nouvelle « fiche entreprise » finalisée est alors transmise au Ministère par le titulaire.

Le titulaire transmet également au Ministère la convention de stage tripartite signée.

S'il rencontre des difficultés pour faire face à son engagement, le titulaire doit informer le Ministère et le référent de l'Education nationale. Dans ce cas, le Ministère et le référent de l'Education nationale étudient en concertation avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir à la réalisation des objectifs fixés.

En application de l'article L.2194-1 1° du code de la commande publique, les conditions de mise en œuvre de la clause sociale de formation sous statut scolaire pourront être revues par les parties au contrat. Les nouvelles modalités sont décidées conjointement par l'entreprise et le référent de l'Education nationale, puis validées par l'acheteur. Ces adaptations doivent être prises en compte dans la convention de stage, par avenant le cas échéant (article D. 124-4 du code de l'éducation).

S'il le souhaite, le titulaire peut prolonger la période en entreprise, en accord avec le bénéficiaire de la clause sociale et du référent de l'Education nationale. Toutefois la durée totale du stage ne peut excéder 6 mois.

A l'issue du stage, le référent entreprise et le référent de l'Education nationale rédigent un bilan croisé faisant état du résultat de la clause sociale de formation sous statut scolaire et attestant de sa bonne exécution par le titulaire. Ce bilan est transmis au Ministère, accompagné de l'attestation de présence de l'élève bénéficiaire précisant le nombre d'heures de stage réalisées.

L'élève bénéficiaire peut intégrer un parcours de formation diplômant (reprise de scolarité) ou accéder à l'emploi (insertion professionnelle). Le titulaire s'engage à étudier toutes les possibilités de formation ou d'embauche pérenne de l'élève bénéficiaire.

8.3/ Contrôle et évaluation de l'action de formation

Pendant et à l'issue du stage, le titulaire s'engage à faciliter les contacts des partenaires de l'opération avec l'élève bénéficiaire, et à transmettre les documents nécessaires à l'évaluation du dispositif.

Tout au long de l'exécution des prestations du marché, le titulaire répond à toute demande du Ministère ou du référent de l'Education nationale relative à l'état d'avancement de la mise en œuvre de la clause sociale.

Pour rappel, le titulaire est tenu de transmettre en cours d'exécution au Ministère :

- La « fiche entreprise » modifiée, le cas échéant ;
- La convention de stage tripartite ;
- L'attestation de présence de l'élève bénéficiaire précisant le nombre d'heures de stage réalisé ;
- Le bilan croisé.

Si le référent de l'Éducation nationale n'a pas présenté d'élève au titulaire, ce dernier doit en informer le Ministère au terme de la durée ferme du marché. Aucune pénalité pour inexécution des heures de formation prévues par le marché ne pourra être infligée au titulaire pour ce motif.

En cas de demande par le Ministère, toute transmission de document lié à la clause sociale de formation sous statut scolaire est réalisée dans les dix jours ouvrés à compter de la réception de la demande.

ARTICLE 9/ CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

9.1/ Sensibilisation et formation

Le titulaire doit disposer d'un plan de formation intégrant les questions RSE ou à défaut dispenser des actions de sensibilisations aux pratiques RSE notamment sur le thème des services numériques écoresponsables.

Le titulaire doit être en mesure de fournir les indicateurs de pilotage suivants : % des collaborateurs de l'organisation ayant suivi une formation RSE, intitulés et programmes des formations/actions de sensibilisation et modalités pratiques de ces actions (MOOC, présentiel, stage etc).

Le titulaire s'engage à transmettre annuellement les indicateurs listés ci-dessus.

9.2/ Optimisation de la durée de vie des équipements informatiques

Le titulaire doit disposer d'un plan d'optimisation de la durée de vie de ses équipements informatiques afin de minimiser l'impact écologique de la production de nouveaux équipements.

Le titulaire doit être en mesure de fournir les indicateurs de pilotage suivants : durée de vie moyenne et âge du parc pour les ordinateurs (fixes et portables) et les téléphones (smartphones).

Le titulaire s'engage à transmettre annuellement les indicateurs listés ci-dessus.

9.3/ Valorisation des équipements informatiques en fin de vie

Le titulaire s'engage à contribuer à valoriser au maximum les équipements informatiques et leurs composants vers du réemploi. Il doit justifier à ce titre des processus mis en place lors des étapes suivantes :

- Traitement sélectif conformément à l'annexe VII de la directive DEEE pour les équipements qui ont atteint leur fin de vie ;
- Traitement confidentiel et effacement sécurisé des données, sauf si effectués en interne ;
- Réparation et mise à niveau pour préparer les produits à la réutilisation, recommercialisation des produits en vue de leur réutilisation, démontage en vue de la réutilisation, du recyclage et/ou de l'élimination des composants.
- Modalités et choix des filières de réemploi (sous-traitance à des plateformes de gestion du cycle de vie des actifs informatiques, recours aux ressourceries (lieux de collecte de réemploi et de revente d'objets usagés) et aux dons, collaboration avec des sous-traitants de l'économie sociale et solidaire etc)

Le titulaire communique au ministère les conditions dans lesquelles il participe, pour le volet France de son activité, à la valorisation des équipements informatique en fin de vie (sous-traitance aux plateformes de gestion du cycle de vie des actifs informatiques, recours aux ressourceries et aux dons etc).

Justificatifs (limité à l'activité en France) :

- Process formalisé du traitement de fin de vie des matériels informatiques ;
- % de matériels en fin de vie redirigés vers les filières de réemploi : indiquer le nom des prestataires ;
- Liste des bénéficiaires et le type de matériel (ex : « ordinateur fixe », « ordinateur portable », « téléphone », « accessoires » ...) des matériels en fin de vie (identifier les bénéficiaires ex : « secours populaire », « Emmaüs » ...).

Le titulaire s'engage à transmettre annuellement les indicateurs listés ci-dessus au comité de pilotage.

ARTICLE 10/ OPERATIONS DE VERIFICATION ET ADMISSION

Le présent article déroge aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

Conformément aux stipulations du CCTP, le titulaire remet les livrables dans le délai indiqué dans la colonne « délai de production des livrables ».

Le ministère prononce l'admission des prestations si elles répondent aux stipulations du marché. L'admission prend effet à la date de notification au titulaire de la décision d'admission.

A compter de la livraison, le ministère dispose du délai indiqué dans la colonne « délai maximum de recette » pour transmettre au titulaire des observations et/ou des demandes de correction. A défaut et par dérogation à l'article 30.1 du CCAG-FCS, en cas d'admission tacite, l'admission prend effet au terme d'un délai de dix (10) jours ouvrés.

Lorsque le ministère estime que des prestations ne peuvent être admises que moyennant certaines mises au point, il peut décider d'ajourner l'admission des prestations par une décision motivée. A compter de la réception des observations, le titulaire dispose du délai indiqué dans la colonne « délai de correction éventuelle » pour intégrer les observations et/ou les demandes de correction dans les livrables et les transmettre de nouveau au ministère. A défaut et par dérogation à l'article 30.2.1 du CCAG-FCS, le titulaire dispose d'un délai de dix (10) jours ouvrés pour présenter à nouveau au ministère les prestations mises au point.

Lorsque le ministère estime que les prestations ne peuvent être admises en l'état, il en prononce le rejet partiel ou total. La décision de rejet est motivée et ne peut être prise qu'après que le titulaire ait été mis à même de présenter ses observations.

Le non-respect des différents délais par le titulaire entraîne l'application des pénalités de retard prévues à l'article 15 du présent CCAP.

ARTICLE 11/ CONDUITE ET SUIVI DES PRESTATIONS

11.1/ Conduite des prestations

Le ministère s'engage à mettre à la disposition du titulaire les informations en sa possession, nécessaires pour mener à bien les prestations décrites. Le titulaire aura notamment accès à l'ensemble des éléments d'analyse nécessaires à sa mission.

Le titulaire a la responsabilité des personnels et des moyens à mettre en œuvre pour exécuter le présent marché et assurer sa bonne fin.

Les parties s'engagent à collaborer au mieux de leurs possibilités afin de permettre la bonne exécution de leurs obligations.

11.1.1/ Interlocuteur désigné par le ministère

Au plus tard dix (10) jours ouvrés après la date de notification du marché, le ministère désigne un chef de projet qui assure le suivi de l'exécution du marché et est l'interlocuteur privilégié du titulaire.

Le ministère indique au titulaire la procédure à suivre en cas d'absence du chef de projet du ministère.

11.1.2/ Interlocuteur désigné par le titulaire

Le titulaire s'engage à mettre en place une équipe de personnes compétentes dont il s'efforce d'assurer la pérennité pendant toute la durée du marché. Il lui appartient de maintenir, pendant toute la durée du marché et sans interruption, un niveau constant de compétence des intervenants, de qualité des prestations, conformément aux niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le présent marché.

Le titulaire désigne au sein de cette équipe un chef de projet ayant habilitation à le représenter sur l'ensemble des aspects du présent marché, dit « chef de projet du titulaire ». Ce chef de projet a pour mission de veiller à la bonne exécution des prestations. Il est l'interlocuteur privilégié du ministère.

11.1.2.1/ Changement d'intervenant à l'initiative du titulaire

Le titulaire indique au ministère la procédure à suivre en cas d'absence du chef de projet du titulaire. Si cette absence est supérieure à une semaine, le titulaire doit désigner un chef de projet de remplacement.

En cas de changement de chef de projet ou de modification de son équipe, par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-FCS, le titulaire doit en aviser le ministère au moins dix (10) jours ouvrés avant la prise d'effet de la modification. Il communique impérativement les motifs de ces modifications ainsi que les profils et compétences de l'équipe et/ou la nouvelle organisation, et prend toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise.

Le titulaire doit présenter au ministère un remplaçant avec un profil équivalent à celui figurant dans son offre. Le titulaire assure la formation au remplaçant. Le titulaire est responsable de la formation de son personnel sur l'ensemble des sujets relevant des prestations demandées. Il en assume le coût et l'incidence sur l'organisation de la prestation.

Le ministère vérifie l'adéquation des profils et des compétences au regard de l'offre du titulaire et se réserve le droit de récuser toute personne ne correspondant pas aux profils et compétences indiqués. Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-FCS, le remplaçant est considéré comme accepté si le ministère ne le récuse pas dans un délai correspondant aux dix (10) premiers jours de prestations effectives réalisées par ce même remplaçant. Si le ministère récuse le remplaçant, le titulaire dispose de cinq (5) jours ouvrés pour désigner un autre remplaçant et en informer le ministère.

A défaut de sa désignation, ou si ce remplaçant est récusé dans le délai indiqué ci-dessus, le marché peut être résilié dans les conditions prévues à l'article 41 du CCAG-FCS.

11.1.2.2/ Récusation d'un intervenant par le ministère

Pendant toute la durée du marché, le ministère se réserve le droit, sur justification motivée, de récuser toutes personnes ne possédant pas les compétences souhaitées. Le ministère peut demander le remplacement de tout ou partie de l'équipe au cours du marché en cas de carence manifeste dans l'exécution de tout ou partie d'une mission.

Une fois averti, le titulaire doit présenter, sous dix (10) jours ouvrés, des profils permettant d'assurer le remplacement des personnes incriminées. Les nouveaux profils font l'objet d'une validation explicite par le ministère.

Si le titulaire est dans l'incapacité de présenter un intervenant de profil adapté et si cette incapacité entraîne un retard dans la reprise de la prestation, une pénalité de retard est appliquée.

11.2/ Obligations relatives au suivi financier du montant maximum

Afin de permettre au ministère de suivre l'exécution financière du présent accord-cadre, le titulaire est tenu de transmettre à l'adresse saam-mission.achats3@education.gouv.fr :

- Un état trimestriel de la consommation ;
- Un état de la consommation à date, à la demande du ministère, dans un délai maximal de cinq (5) jours ouvrés à compter de cette demande ;
- Une alerte lorsque les consommations atteignent 60 % du montant maximum du marché ;
- Le chiffre d'affaires mensuel et annuel réalisé par service émetteur.

Cette liste est non exhaustive et pourra être enrichie sur proposition du titulaire et sur demande spécifique du ministère.

Tout au long de l'exécution de l'accord-cadre et en référence aux obligations du titulaire précisées ci-dessus, le ministère :

- Veille au respect de la fréquence de transmission des informations par le titulaire ;
- Veille à la qualité, à la transparence et à la fiabilité des informations communiquées.

ARTICLE 12/ RESPONSABILITE DU TITULAIRE

Pour l'ensemble de ses obligations, le titulaire ne pourra nullement mettre en avant une quelconque défaillance de ses sous-traitants. Le titulaire est pleinement et personnellement responsable de la bonne exécution du présent marché. Le personnel affecté par le titulaire à l'exécution des prestations objet du présent marché demeure en toutes circonstances placé sous l'autorité, la direction et la surveillance exclusives du titulaire.

Le titulaire doit répondre à l'obligation de conseil et de mise en garde la plus stricte. A ce titre, il s'engage notamment à :

- Répondre à toute demande de renseignements émanant du ministère et communiquer à celui-ci tout conseil et toute information qu'il estime nécessaire concernant les prestations commandées ;
- Demander au ministère toute information ou tout renseignement qu'il juge nécessaire à la bonne exécution des prestations ;
- Reprendre tous les points pour lesquels le ministère a opposé des remarques et dans les délais émis par le ministère, conformément aux documents régissant le présent marché ;
- Apporter tout le soin et toute la diligence nécessaire à l'exécution des prestations faisant l'objet du présent marché ;
- Livrer les produits finis et respecter les délais d'exécution demandés ;
- Observer les modalités de suivi et de pilotage, telles que décrites au présent marché.

Le titulaire ou son personnel devant avoir accès aux locaux du ministère sont nommément agréés et soumis pendant leur séjour aux mêmes règles de discipline que les agents de l'administration. La non-

application par le titulaire ou son personnel des mesures de sécurité prévues peut entraîner la résiliation du marché à ses torts dans les conditions définies au présent CCAP.

Le titulaire du présent marché assume la direction et la responsabilité de l'exécution de la prestation, il est le seul responsable des dommages corporels, matériels ou immatériels, consécutifs ou non, que l'exécution de la prestation peut causer directement à son personnel ou à des tiers, à ses biens, aux biens appartenant au ministère ou à des tiers.

Le titulaire, du fait de sa faute ou de sa négligence, pourra être déclaré responsable de la mauvaise exécution ou de l'inexécution des obligations mises à sa charge, sauf si cette mauvaise exécution ou inexécution résulte d'un cas de force majeure tel que défini ci-après ou encore si elle résulte du fait du ministère. De façon expresse sont considérés comme cas de force majeure ou cas fortuits, ceux habituellement retenus par la jurisprudence des cours et tribunaux français.

En cas de violation des obligations mentionnées ci-dessus, le marché peut être résilié aux torts du titulaire, dans les conditions définies au présent CCAP.

De la même manière, le ministère se réserve la faculté, le cas échéant, de prononcer la résiliation du marché aux torts du titulaire, s'il devait souffrir de l'incapacité de celui-ci à respecter les engagements pris.

ARTICLE 13/ CONFIDENTIALITE

Le titulaire, ses salariés ou sous-traitants qui, à l'occasion de l'exécution du présent marché, ont reçu communication de renseignements, documents ou objets quelconques, sont tenus de maintenir confidentielle cette communication.

Le titulaire s'engage à considérer comme confidentiels toutes les connaissances techniques et le savoir-faire qui lui ont été ou qui lui seront fournis par le ministère, ainsi que les échanges de courriers et d'informations entre les parties.

Ces renseignements, documents ou objets ne peuvent, sans autorisation du ministère, être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître. Il en est pareillement de tout renseignement de même nature parvenu à la connaissance du titulaire à l'occasion de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à informer ses salariés, par tous moyens à sa convenance, sur cette obligation de confidentialité.

Le titulaire s'engage à obtenir de ses éventuels sous-traitants un engagement écrit identique aux dispositions stipulées au présent article et à le(s) communiquer au ministère.

Le ministère s'engage à respecter le caractère confidentiel des méthodes et procédés employés par le titulaire, et que celui-ci aurait signalés comme tels dans le cadre de l'exécution du présent marché, et à faire prendre le même engagement à son personnel intervenant dans ce cadre.

ARTICLE 14/ UTILISATION DES RESULTATS ET PROPRIETE INTELLECTUELLE

14.1/ Finalités et besoins d'utilisation des résultats

Le titulaire accorde au ministère les droits nécessaires pour utiliser ou faire utiliser les résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, pour les besoins et finalités d'utilisation exprimés dans les documents particuliers du marché et en toute hypothèse pour les besoins d'utilisation découlant de l'objet des prestations commandées dans le cadre du marché.

Les besoins d'utilisation du ministère comprennent le droit de :

- Publier et utiliser les résultats consistant en des documents préparatoires, tels que plans, études préalables ou spécifications, pour la mise en œuvre des besoins auxquels ils répondent ;
- Evaluer ou faire évaluer par tout tiers à tout moment les résultats ;
- Pouvoir procéder aux opérations d'archivage public ;
- Permettre à tout service au sein de la même personne morale que le ministère de pouvoir utiliser les résultats dans les mêmes conditions et finalités d'utilisation ;
- Assurer ou faire assurer par tout tiers l'évolution de tout résultat, en ce compris réaliser ou faire réaliser par tout tiers, la maintenance (corrective, préventive, adaptative et évolutive) des résultats consistant en des logiciels ;
- Transférer les droits sur les résultats à tout tiers bénéficiaire d'un transfert de compétences du ministère.

Pour les résultats qui sont des logiciels, les besoins d'utilisation comprennent en outre, la possibilité de rétrocéder tout droit à tout tiers à quelque titre que ce soit, et à quelques conditions que soit, ainsi que la possibilité de pouvoir les diffuser sous une licence libre/open source.

14.2/ Droits du ministère et du titulaire

Le titulaire cède au ministère les droits patrimoniaux des droits d'auteur ou des droits voisins des droits d'auteur afférents aux résultats, pour les finalités et besoins d'utilisation mentionnés au présent article et dans le CCAG-FCS, tels qu'applicables au marché.

Cette cession des droits couvre les résultats, à compter de leur livraison et sous condition résolutoire de la réception des prestations, pour le monde entier et pour la durée légale des droits d'auteur ou des droits voisins des droits d'auteur.

Ces droits comprennent, dans le respect des droits moraux, l'ensemble des droits patrimoniaux de reproduction, de représentation et de distribution, et notamment les droits d'utiliser, d'incorporer, d'intégrer, d'adapter, de modifier, d'arranger, de corriger, de traduire les résultats en toutes langues, en tout ou en partie, en l'état ou modifiés, pour les finalités et besoins d'utilisation mentionnés au présent article et dans le CCAG-FCS, tels qu'applicables au marché.

Cette cession est consentie au ministère à titre non exclusif, afin d'accorder au titulaire le droit d'exploiter les résultats conformément à l'article 37.3 du CCAG-FCS. A ce titre, le titulaire conserve la propriété de ses savoir-faire et méthodes utilisées pour réaliser les résultats.

Le titulaire informe le ministère de tout résultat qui aurait été identifié comme étant raisonnablement susceptible de faire l'objet d'une protection par un titre de propriété industrielle relatif à des inventions et connaissances techniques.

Le titulaire concède au ministère une licence d'utilisation non exclusive des droits de propriété intellectuelle afférents à ces résultats, pour les finalités et besoins d'utilisation mentionnés au présent article et dans le CCAG-FCS, tels qu'applicables au marché, comprenant le fait de pouvoir utiliser les résultats pour continuer les recherches.

Cette licence couvre les résultats à compter de leur livraison et sous condition résolutoire de la réception des prestations, pour le monde entier et pour la durée de validité de la protection.

Le prix de cette licence est compris dans le montant du marché.

14.4/ Régime des données

Les données intégrées ou générées dans le cadre du présent marché sont confidentielles et appartiennent exclusivement au ministère.

Le titulaire dispose d'un accès aux données dans le cadre de l'exécution du présent marché aux seules fins de son exécution.

Le titulaire s'interdit d'en faire un quelconque usage, direct ou indirect, en dehors des prestations du présent marché, sauf autorisation préalable et expresse du ministère.

ARTICLE 15/ PENALITES

Le titulaire a connaissance du montant des pénalités appliquées par voie de lettre recommandée avec accusé de réception ou par messagerie sécurisée via la plate-forme des achats de l'Etat.

Les pénalités sont directement imputées sur les sommes dues au titre des prestations déjà effectuées, si elles n'ont pas été payées, ou sur les sommes dues au titre des prestations à venir. Dans l'hypothèse où l'ensemble des sommes dues au titulaire a été versé, les pénalités font l'objet d'un titre de perception lors de l'établissement du décompte général.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le titulaire ne bénéficie d'aucun seuil d'exonération des pénalités.

15.1/ Pénalités de retard

Sous réserve des stipulations du CCAG-FCS relatives à la prolongation des délais d'exécution, au sursis à la livraison et à la suspension des prestations en cas de circonstances imprévisibles, en cas de retard dans l'exécution des prestations par le titulaire, le ministère applique des pénalités.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, le ministère applique les pénalités suivantes au titulaire, sans mise en demeure préalable :

100 euros par jour ouvré de retard plus un montant forfaitaire égal à 10 % du montant total hors taxes du bon de commande

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 20 % du montant hors taxes du bon de commande.

15.2/ Pénalités pour non-respect des obligations contractuelles

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, en cas de non-respect de ses obligations contractuelles, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire de 500 euros par inexécution constatée.

15.3/ Pénalités pour non-respect de la clause sociale

Dans le cadre de l'application de la clause sociale prévue à l'article 8 du présent CCAP, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, les pénalités suivantes :

- 500 euros si l'interlocuteur désigné par le titulaire dans la « fiche entreprise (cadre de réponse) » pour appliquer la clause sociale est absent lors de la réunion spécifique à la mise en œuvre de la clause sociale ;
- 500 euros si, après demande du ministère, le titulaire ne transmet pas les documents suivants dans un délai de dix (10) jours ouvrés : la « Fiche entreprise » (modifiée le cas échéant), la convention de stage, l'attestation de présence, le bilan croisé ;
- Une pénalité égale au nombre d'heures de formation prévues par le marché et non réalisées, multiplié par 40.

ARTICLE 16/ PRIX DU MARCHÉ

16.1/ Contenu des prix

Les prix sont réputés comprendre tous les frais nécessaires à la bonne exécution des prestations telles que définies dans les documents particuliers du présent marché, ainsi que tous autres frais pouvant être engagés ou supportés par le titulaire, notamment les frais de déplacement, d'hébergement ou de restauration des personnels du titulaire et des intervenants tiers nécessaires à l'exécution des prestations.

Le taux de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) est celui en vigueur au moment de l'exécution de la prestation, objet du présent marché.

L'euro est la monnaie de compte du marché.

16.2/ Forme des prix

Le marché est conclu à prix unitaires.

16.3/ Typologie des prix

Les prix peuvent être révisés une fois par an, à la date d'anniversaire de notification du marché, par application de la formule suivante :

$$P = (P_i * (0,3 + 0,7 * (Var / V_i)))$$

Dans laquelle :

- P = le prix révisé ;
- P_i = le prix initial ;
- Var = la dernière valeur arrêtée de l'indice au 1er jour du mois précédent celui de la date de révision ;
- V_i = la dernière valeur arrêtée de l'indice à la date de remise de l'offre finale du titulaire lors de la première révision des prix, puis la « Var » de référence de l'année précédente pour les révisions ultérieures.

L'indice utilisé de la cadre du présent marché est : [Indice INSEE des salaires mensuels de base - Édition, audiovisuel et diffusion \(NAF rév. 2, niveau A38 JA\) - Base 100 au T2 2017 Identifiant 010562693.](#)

Pour la mise en œuvre de cette formule, l'ensemble des calculs est effectué au millième supérieur.

Au plus tard un mois avant la date d'anniversaire de notification du marché, le titulaire envoie pour validation le BPU révisé au ministère, y compris la formule de calcul, les indices retenus et le taux de révision applicable, à l'adresse suivante :

saam-mission.achats3@education.gouv.fr

Le ministère dispose d'un délai de vingt (20) jours ouvrés à compter de la réception du BPU révisé pour le valider ou faire ses observations sur celui-ci. Passé ce délai, le BPU révisé est réputé validé.

- Clause de sauvegarde :

Si le ministère constate une augmentation du prix supérieure à 5% annuels pour une référence ou à 2% annuels pour la somme des références du BPU, le ministère se réserve le droit de résilier le présent marché sans indemnité au bénéfice du titulaire, le paiement des factures correspondant à des prestations déjà effectuées pouvant seul être exigé.

Cette décision de résiliation est notifiée au titulaire dans un délai maximal de vingt (20) jours ouvrés à compter de la date de réception du BPU révisé.

ARTICLE 17/ MODALITES DE REGLEMENT ET DE FACTURATION

17.1/ Facturation

Le titulaire établit une facture après chaque commande selon les modalités définies ci-après :

- Pour l'ensemble des prestations : à compter de la date d'admission des prestations considérées.

Dans le cas où le ministère commande plusieurs UO dans un même bon de commande et qu'une partie des prestations commandées a été réceptionnée par le ministère, le titulaire établit la facture correspondante et demande la mise en paiement correspondant au montant des UO réceptionnées.

Les paiements sont effectués selon les règles de la comptabilité publique, sur présentation des factures, ainsi que de tous les éléments justificatifs, sur lesquelles devront figurer, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- La date de délivrance et le numéro de la facture ;

- Le nom et l'adresse du service émetteur ;
- Le numéro de TVA intracommunautaire du titulaire ;
- Le cas échéant, l'identification du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- Sa domiciliation bancaire ;
- Le numéro d'identification SIREN ou SIRET ;
- Les références administratives du marché (numéros du marché) ;
- Les références du bon de commande ;
- Le récapitulatif des prestations ;
- Le montant de la facture, en HT et TTC ;
- Le taux et le montant de la TVA.

Les factures sont obligatoirement adressées sous forme électronique directement dans le portail « Chorus-factures de l'Etat » à l'adresse suivante :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Pour une aide à l'utilisation de cette fonctionnalité, un guide utilisateur ainsi que les éléments descriptifs, le kit de raccordement technique et les spécifications du format normalisé d'échange sont disponibles à cette même adresse.

En cas de changement de raison sociale ou de RIB, le titulaire est tenu d'en informer expressément les services émetteurs par courrier postal ou courrier électronique.

17.2/ Délais de paiement

Conformément à l'article R.2192-10 du Code de la commande publique, le règlement des prestations intervient par virement administratif dans un délai de trente (30) jours à compter de la réception de la facture.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit et sans autre formalité :

- Des intérêts moratoires, dont le taux est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage ;
- Une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 euros.

Ce délai peut être suspendu si le représentant du pouvoir adjudicateur constate que la demande de paiement ne comporte pas l'ensemble des pièces et des mentions prévues par la loi ou par le marché ou que celles-ci sont erronées ou incohérentes.

17.3/ Avances

Sauf renonciation expresse du titulaire stipulée dans l'acte d'engagement, une avance de 5% est versée au titulaire dans les conditions prévues aux articles R.2191-3 et suivants du Code de la commande publique.

Le taux de l'avance est porté à 30 % lorsque le titulaire du marché ou le sous-traitant admis au paiement direct est une petite et moyenne entreprise.

Cette avance s'applique sur le montant de chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 € HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux (2) mois ; et n'est due que sur la part du marché qui ne fait pas l'objet de sous-traitance, que le sous-traitant ait demandé ou non à bénéficier de l'avance.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans un délai maximum de trente (30) jours à partir de la notification de l'acte portant commencement d'exécution du marché au titre duquel est accordée cette avance, soit la date de notification du bon de commande.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant cumulé des prestations exécutées atteint ou dépasse 65 % du montant du bon de commande. Le remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues au titulaire.

Conformément aux dispositions de l'article R.2191-9 du Code de la commande publique, l'avance n'est pas affectée par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

17.4/ Acomptes

Conformément à l'article R.2191-22 du Code de la commande publique, le titulaire a droit au versement d'acomptes pour tous les bons de commande dont le délai de réalisation est supérieur à 3 mois, dans les conditions suivantes : si un bon de commande émis n'a fait l'objet d'aucun règlement pendant une période minimum de trois (3) mois et si les prestations commandées ont donné lieu à un commencement d'exécution.

Dans ce cas, le titulaire adresse au ministère une demande d'acompte correspondant au maximum à 20 % du montant commandé ou d'un montant correspondant à la valeur des prestations réalisées si celui-ci est inférieur à 20 %. Le titulaire accompagne sa demande d'acompte de tous les éléments justificatifs. Le ministère vérifie l'exactitude des justificatifs fournis et donne ou non son accord. Le règlement du solde intervient à la réception définitive des prestations de l'unité d'œuvre concernée.

17.5/ Cession ou nantissement des créances

Le présent marché pourra être nanti dans les conditions prévues aux articles R.2191-45 et suivants du Code de la commande publique.

ARTICLE 18/ DOCUMENTS A PRODUIRE AU COURS DE L'EXECUTION DU MARCHE

18.1/ Assurances

Le titulaire doit être couvert par une police d'assurance en cours de validité le garantissant contre les conséquences pécuniaires de tout dommage corporel, matériel ou immatériel, consécutif ou non consécutif, engageant sa responsabilité civile ou celle de son personnel et causé par la conduite des prestations prévues par le présent marché ou les modalités de leur exécution. Il lui appartient, en conséquence, de contracter toutes polices d'assurance nécessaire à la couverture des risques encourus dont il a apprécié la portée du fait du marché.

Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG-FCS, avant sa notification, le titulaire retenu doit communiquer au ministère une attestation en cours de validité de sa compagnie d'assurance, indiquant les responsabilités couvertes avec les plafonds de garantie pour chaque type de responsabilité.

Il doit ensuite produire, à toute demande du ministère, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie. Si cette attestation ne couvre pas la durée du marché, le titulaire s'engage à produire la ou les attestation(s) nécessaire(s) à la couverture de la durée totale du marché.

Les franchises souscrites par le titulaire restent à sa charge exclusive.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

18.2/ Justificatifs sociaux

En application des articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8254-4 du Code du travail, et dans le cas où le ministère serait dans l'impossibilité de se les procurer directement via un web-service sécurisé, le titulaire produit tous les six (6) mois à compter de la date de signature du marché par le ministère et jusqu'à la fin d'exécution de celui-ci, les documents prévus par ces articles.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements ou de refus de produire ces pièces, il est fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues à l'article 20 du présent CCAP ci-après.

Si le titulaire, et/ou le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, il doit produire avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés, les documents suivants :

- L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service « SIPSI » du ministère chargé du travail, conformément aux articles R.1263-5 et R.1263-7 du code du travail ;
- Une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L.1263-6, L.1264-1, L.1264-2 et L.8115-1 du code du travail. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.

18.3/ En cas de modifications relatives au titulaire du marché

18.3.1/ Changement de dénomination sociale du titulaire

En cas de modification de sa dénomination sociale, le titulaire doit impérativement en informer le ministère par écrit et communiquer son nouveau numéro SIREN dans les plus brefs délais.

18.3.2/ Nouvelle entreprise née de la fusion ou de l'absorption du titulaire

Le transfert du marché à la société née de la fusion ou de l'absorption de l'entreprise titulaire ne peut s'opérer de plein droit sans agrément préalable du ministère.

Le titulaire doit en informer le ministère dans les plus brefs délais et produire l'ensemble des documents et renseignements suivants, concernant la nouvelle entreprise à qui le marché est cédé :

- Une copie de l'acte de fusion ou d'absorption définitif déposé au greffe du Tribunal de Commerce territorialement compétent ;
- Une copie de l'annonce légale ;
- Le pouvoir de la personne habilitée à engager la société ;
- Un RIB pour les nouvelles coordonnées bancaires ;
- Le numéro SIREN de la société correspondante ;
- Les attestations fiscales et sociales ;
- L'attestation sur l'honneur dûment signée qui indique que le repreneur n'entre pas dans les motifs d'exclusions listés aux articles L.2141-1 et suivants du Code de la commande publique ;
- Une attestation d'assurance « responsabilité civile professionnelle » en cours de validité établie par la compagnie d'assurance de l'entreprise et non par son courtier ;
- Les justifications de références identiques à celles demandées dans l'avis d'appel public à la concurrence et le règlement de la consultation au titulaire du marché.

La cession du marché acceptée par le ministère fera l'objet d'un avenant constatant le transfert du marché au nouveau titulaire.

ARTICLE 19/ UTILISATION DE LA LANGUE FRANCAISE

Conformément à la loi n°94-665 du 4 août 1994, l'usage de la langue française est obligatoire, notamment dans les réunions de travail, les comptes rendus, les rapports d'activité et les courriers, sans que cette liste puisse être considérée comme exhaustive.

ARTICLE 20/ RESILIATION POUR FAUTE DU TITULAIRE

Sous réserve des stipulations du CCAG-FCS relatives à la prolongation des délais d'exécution, au sursis à la livraison et à la suspension des prestations en cas de circonstances imprévisibles et en dérogation à l'article 41.2 du CCAG-FCS, le ministère peut résilier le marché pour faute du titulaire et sans mise en demeure préalable à compter de dix (10) jours ouvrés de retard dans l'exécution des prestations.

Conformément à l'article 41.1 du CCAG-FCS et sauf dans les cas de figures visés à l'article 41.2 du CCAG-FCS, le ministère peut résilier le marché pour faute du titulaire après avoir lui avoir préalablement notifié une mise en demeure, assortie d'un délai d'exécution, restée infructueuse.

Dans le cadre de la mise en demeure, le ministère informe le titulaire de la sanction envisagée et l'invite à présenter ses observations.

ARTICLE 21/ SOUS-TRAITANCE

Le titulaire peut confier l'exécution de certaines parties des prestations du marché à un ou à plusieurs sous-traitants, à condition d'avoir obtenu du ministère l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de leurs conditions de paiement fixées par les articles R.2193-1 à R.2193-16 du code de la commande publique.

En cas de sous-traitance, le titulaire demeure responsable de l'exécution de toutes les obligations du marché.

Aux fins d'acceptation du sous-traitant, le titulaire adresse au ministère, par lettre recommandée avec accusé de réception ou par messagerie électronique (à l'adresse suivante : saam-mission.achats3@education.gouv.fr), une déclaration contenant l'ensemble des renseignements figurant à l'article R. 2193-1 du code de la commande publique, à savoir :

- La nature des prestations sous-traitées ;
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- Le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- Les capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant sur lesquelles le titulaire s'appuie.

L'ensemble de ces informations sont constituées par la fourniture :

- De la déclaration de sous-traitance complétée (formulaire DC4 pouvant être téléchargé gratuitement sur le site Internet du ministère des finances et des comptes publics : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) ;
- D'un numéro SIREN et d'un RIB de l'entreprise.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement sont constatées par un acte spécial signé par le titulaire et par le ministère.

ARTICLE 22/ CLAUSE DE REEXAMEN

Conformément à l'article R.2194-1 du code de la commande publique, le montant maximum du présent marché peut être augmenté à hauteur de 10 % en cours d'exécution du marché sur simple décision du ministère. La décision de mettre en œuvre cette clause est notifiée au titulaire.

ARTICLE 23/ DIFFERENDS ET LITIGES

En aucun cas, les contestations survenant entre le ministère et le titulaire ne peuvent être invoquées par ledit titulaire comme cause d'arrêt définitif ou momentané d'exécution de la prestation.

Les parties s'engagent à tenter de résoudre à l'amiable tout différend ou litige susceptible d'intervenir entre elles à l'occasion de l'exécution du présent marché.

Dans ce cas, la partie la plus diligente peut saisir par requête le médiateur des entreprises ou le comité consultatif de règlement amiable, dans les conditions fixées aux articles R.2197-1 et suivants du Code de la commande publique.

En cas de conciliation, les parties s'engagent à signer une transaction.

A défaut de conciliation, les litiges éventuels afférents au présent marché seront portés devant le tribunal compétent.

ARTICLE 24/ DEROGATIONS

Article du CCAP effectuant la dérogation	Article du CCAG-FCS concerné
Article 5/ Modalités d'émission des bons de commande	Article 3.7.2
Article 10/ Opérations de vérification et admission	Articles 29 et 30
Article 11.1.2.1/ Changement d'intervenants du titulaire	Article 3.4.3
Article 15/ Pénalités	Article 14
Article 18.1/ Assurances	Article 9.2
Article 20/ Résiliation	Article 41